

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 28/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SERDEX**

20 rue de Fos sur Mer  
69007 Lyon

Références : UDR-SSDAS-24-67-ACA  
Code AIOT : 0010600657

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement SERDEX implanté 20, rue de Fos sur Mer Port Edouard Herriot 69007 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERDEX
- 20, rue de Fos sur Mer Port Edouard Herriot 69007 Lyon
- Code AIOT : 0010600657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERDEX est autorisée à exercer une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets provenant essentiellement de chantiers du BTP. Le site peut recevoir des déchets non dangereux (gravats, plastiques, papier, carton, bois...) et dangereux (fibrociment, batteries). Le flux annuel de déchets autorisé est de 122 000 tonnes. L'établissement emploie actuellement une quinzaine de personnes.

L'emprise foncière appartient à la Compagnie nationale du Rhône (CNR). En mars 2024, l'exploitant a renouvelé un contrat d'amodiation pour 5 ans.

La présente inspection est réalisée dans le cadre d'une action régionale portant sur la surveillance des rejets aqueux.

Les rejets aqueux de l'établissement sont constitués des :

- eaux usées sanitaires
- eaux pluviales de voirie / de ruissellement sur les zones d'exploitation
- eaux pluviales de toiture (à confirmer par l'exploitant)

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et -III	Demande d'action corrective	3 mois
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	9 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	1 mois
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Transmission	Arrêté Ministériel du 28/04/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	GIDAF	article 1	
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats de l'Inspection, l'exploitant doit assurer une meilleure gestion de ses rejets aqueux sur plusieurs points, à savoir :

- la connaissance des réseaux et la tenue à jour du plan ;
- la mise à jour de l'ensemble des informations liées aux rejets aqueux suite à l'acquisition d'une nouvelle parcelle et la mise en place des actions nécessaires en cas de non-conformité ;
- le respect de la périodicité de surveillance ;
- le contrôle de la conformité des ouvrages de rejet et de prélèvement ;
- le respect des modalités d'échantillonnage et l'accréditation du personnel pour les analyses ;
- la réalisation d'un contrôle de recalage.

L'Inspection appelle l'attention de l'exploitant concernant la mise en conformité de la nouvelle parcelle acquise, la transmission d'un nouveau plan des réseaux, et le respect de l'ensemble des points de contrôle de la présente inspection par rapport à cette nouvelle parcelle.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Schéma des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et -III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance un plan des réseaux de collecte des effluents aqueux. Le plan est daté du 06/05/2008 il comporte les éléments demandés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Toutefois, l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir fait l'acquisition du terrain avoisinant le sien en 2020-2021. Le plan des réseaux présenté ne concerne que le périmètre de la parcelle CH 0424 (terrain sur lequel l'activité ICPE est autorisée dans l'arrêté préfectoral du 13 mai 2008) et pas la parcelle CH 0425 utilisée par une autre entreprise.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n°1 : l'exploitant produit et transmet sous trois mois un plan des réseaux de collecte des effluents aqueux se rapportant aux deux parcelles et comportant l'ensemble des éléments requis réglementairement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 mai 2008 indique que les eaux vannes sanitaires sont rejetées dans le réseau collectif d'eaux usées et que les eaux pluviales sont rejetées dans le milieu naturel (Darse du port Edouard Herriot). L'exploitant ajoute que les eaux pluviales de toiture sont récupérées et rejetées directement au milieu naturel.

<p>L'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer clairement à l'Inspection le nombre de points de rejets du site (a priori : 3)</p> <p>L'Inspection n'a pas pu contrôler le point de rejet au milieu naturel. Il semble qu'il se situe sous le niveau du Rhône.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°2 : sous trois mois, et en lien avec la mise à jour du plan des réseaux, l'exploitant clarifie le nombre et la localisation des points de rejet. L'exploitant transmettra des photographies des points de rejet. Les coordonnées GPS de ces ouvrages seront également communiquées à l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a contrôlé le point de prélèvement lié aux eaux pluviales de voirie et de ruissellement sur les tas de déchets.</p> <p>Le point de prélèvement est accessible, il s'agit d'un simple regard, il n'y a pas d'aménagement spécifique.</p> <p>L'exploitant réalise lui-même les prélèvements, il explique qu'il bloque le flux d'eau afin de pouvoir en récolter suffisamment dans un récipient.</p> <p>Le site n'a jamais fait l'objet de contrôle inopiné sur les rejets aqueux.</p> <p>L'Inspection n'a pas pu vérifier que le point de prélèvement est implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°3 : sous trois mois, l'exploitant justifie du respect des caractéristiques du point de prélèvement comme mentionné à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...] 
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral du 13 mai 2008 impose une fréquence semestrielle de contrôle des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Les résultats des contrôles doivent être transmis à l'inspection des installations classées dès réception. L'exploitant ne respecte pas la fréquence de surveillance et ne transmet pas les résultats à l'Inspection. L'exploitant tient un tableau des résultats montrant que des analyses ont été réalisées en 2023, 2021, 2019 et 2017.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n°4 : l'exploitant doit se conformer aux prescriptions de son arrêté préfectoral et mettre en place un contrôle semestriel des rejets aqueux de son site. Compte-tenu de la difficulté que peut représenter la réalisation de prélèvements d'eaux pluviales, l'Inspection tolère de manière exceptionnelle qu'un seul prélèvement soit réalisé pour l'année 2024. À compter de 2025, l'exploitant s'organisera pour réaliser les deux contrôles par an comme prescrit dans son arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

#### N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »  Article 58-IV

« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b>  Les analyses sont réalisées par le laboratoire Wessling. L'exploitant présente le tableau de suivi contenant les résultats depuis 2017. Les valeurs reportées sur ce tableau sont conformes aux valeurs limites d'émission imposées pour les rejets d'eaux pluviales du site, hormis pour les MES sur certaines campagnes. L'exploitant évoque la difficulté à respecter les VLE pour les MES lorsqu'il n'a pas plu depuis longtemps.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n°5 : sous un mois, l'exploitant renseigne dans l'application GIDAF les résultats des analyses sur les rejets aqueux réalisées depuis le début de l'activité de l'établissement SERDEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Transmission GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées va enregistrer le cadre de surveillance dans l'application GIDAF afin que l'exploitant puisse y renseigner les résultats de ses campagnes d'analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Débit de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière



<p>ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Compte-tenu des rejets uniquement pluviaux, le site n'est pas concerné par la détermination du débit et l'asservissement au débit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés en interne par un agent de maîtrise. L'exploitant a présenté à l'Inspection le matériel utilisé (différents tubes et glacière, les blocs de glace sont au congélateur).</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des modalités de mise en œuvre du programme de surveillance des émissions dans l'eau, défini au paragraphe 1.1.1 du guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2018.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer que le laboratoire Wessling est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 sur la matrice «Eaux résiduaires», pour chaque substance à analyser.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°6 : sous trois mois, l'exploitant transmet à l'inspection les éléments permettant de justifier du respect de la réglementation relative aux échantillonnages réalisés par l'exploitant. Par ailleurs, il justifie de l'accréditation du laboratoire Wessling pour les analyses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 9 : Contrôle de recalage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'établissement est soumis à des contrôles semestriels de ses rejets aqueux et il réalise lui-même les prélèvements d'eaux, il est donc soumis à la réalisation d'un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau tous les deux ans comme prescrit à l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.,</p> <p>L'exploitant ne réalise pas ce contrôle de recalage.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Demande n°7 : l'exploitant réalise d'ici la fin de l'année 2024 un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau.</p> <p>Les résultats des mesures seront enregistrés dans GIDAF.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

**N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique,</p>

à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

Le site est notamment soumis à la rubrique 2791, ce qui l'oblige à réaliser les campagnes d'analyse PFAS selon les modalités définies dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'exploitant a indiqué qu'il avait signé un bon commande avec le laboratoire Wessling.

Toutefois, l'exploitant prévoyait de réaliser les prélèvements lui-même.

L'Inspection rappelle à l'exploitant que :

- les prélèvements et analyses PFAS doivent être réalisées par un organisme accrédité par le COFRAC ou par un autre organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation pour le prélèvement et pour la mesure des 20 PFAS obligatoires (article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023) ;
- les trois prélèvements requis doivent être effectués de mars à mai 2024 ;
- les résultats devront être renseignés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

**Type de suites proposées :** Sans suite